

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL DE LAROCHETTE

### Séance du conseil communal du 16 mai 2018

Date de l'annonce publique de la séance : 9 mai 2018

Date de la convocation des conseillers : 9 mai 2018

Présents: Mmes et MM. Natalie SILVA bourgmestre, Nico DHAMEN et Joël WEIS échevins, Paul EWEN, Mirko MARTELLINI, Luc JEMMING (**arrivé après que le conseil ait délibéré au sujet du point 2 à l'ordre du jour**), Florio DALLA VEDOVA, Eliane PLIER et Alfred BERCHEM conseillers, Bruno BRUNETTI, secrétaire

Absent et excusé: néant,

- ***Demande d'ajout d'un point à l'ordre du jour de cette séance du Conseil communal :***

*«En vertu de l'Article 13 de la Loi communale du 13 décembre 1988, Monsieur Florio Dalla Vedova, conseiller communal a demandé en date du 10 mai 2018, par courriel, à Madame la Bourgmestre Silva Natalie de rajouter le point ci-dessous à l'ordre du jour de la séance du conseil communal du 16 mai 2018 »*

- ***une « réunion/session » d'information ou une présentation du Plan Pluriannuel de Financement (PPF) actuel.***

*Madame Silva a expliqué à Monsieur Florio Dalla Vedova que le PPF de la commune de Larochette sera traité lors de la prochaine séance du conseil communal, comme le collège des bourgmestre et échevins l'avait déjà de toute façon prévu. Le PPF sera alors présenté par un expert du Sigi.*

### **1. Approbation du contenu du registre aux délibérations de la séance précédente du conseil communal.**

Le contenu est approuvé et signé par tous les membres présents du conseil communal.

-----

### **2. (Huis clos) Etat des restants à recouvrer à la clôture de l'exercice 2017.**

Le conseil communal,

Vu l'état des recettes restant à recouvrer à la clôture de l'exercice 2017, présenté

par le receveur communal ;

Vu le chapitre 2 du titre 4 de la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ;

Vu de même l'article 83 de la loi communale précitée ;

Après délibération dudit état ;

**à l'unanimité des membres présents décide ;**

- d'admettre

|                         | Service ordinaire | Service extraordinaire |
|-------------------------|-------------------|------------------------|
| en reprises provisoires | 70.847,86 €       | Néant                  |
| en décharges            | 3.621,95 €        | Néant                  |
| Total                   | 74.469.81 €       | Néant                  |

- d'accorder au collège échevinal l'autorisation de poursuivre en justice les débiteurs qui figurent au présent état avec la mention « à poursuivre ».

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

### **3. Approbation d'un projet de morcellement, dans la rue Scheerbach à Larochette.**

Le Conseil communal,

Vu la demande du 14 février 2018 par laquelle Monsieur Pereira Coelho Ramiro, domicilié à L-7625 Larochette, 17, rue Scheerbach sollicite un morcellement pour les maisons sises 17 et 17a rue Scheerbach à Larochette, inscrites au cadastre de la commune de la Larochette, Section A de Larochette sous le numéro 303/2468 ;

Vu l'extrait du plan du Géomètre agréé GEOLUX G.O de Fennange, du 24 avril 2018 à l'échelle 1:250 joint à la demande ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu notamment l'article 29 de la loi du 19 juillet 2004 précitée selon les dispositions duquel tout lotissement de terrains réalisé dans une zone soumise à un plan d'aménagement

particulier « quartier existant » est décidé par le conseil communal et publié conformément à l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Considérant que cette demande du 14 février 2018 concerne un projet de morcellement sur la parcelle cadastrale N°303/2468 Section A de Larochette à Larochette dans la rue Scheerbach ;

Vu le règlement sur les bâtisses de la commune de Larochette ;

Après avoir délibéré et par scrutin nominal ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

approuve le projet de morcellement de la parcelle cadastrale N°303/2468 Section A de Larochette à Larochette dans la rue Scheerbach, présenté en date du 14 février 2018 au nom et pour le compte de Monsieur Pereira Coelho Ramiro, domicilié à L-7625 Larochette, 17, rue Scheerbach

La parcelle sera morcelée en 2 lots (303/LOT1) et (303/LOT2) ;

Le conseil communal charge le collège échevinal de procéder à la publication de cette décision, conformément à la procédure prévue pour les règlements communaux, définie par l'article 82 de la loi communal modifiée du 13 décembre 1988.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

**4. Modification ponctuelle du PAG à Ernzen au lieu-dit « bei dem Hohderchen » reclassement d'une zone d'aménagement différé en une zone d'habitation 1 (HAB-1) soumise à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier ».**

*« Madame Eliane Plier, conseillère communale, ayant un intérêt direct dans cette modification ponctuelle du PAG se retire conf. à l'art.20 de la loi communale dans l'enceinte réservée au public, et ne participe pas aux discussions ni au vote »*

Le conseil communal,

Vu sa volonté de **reclasser** les terrains sis à Ernzen, section B du cadastre, lieux-dits « Bei dem Hohderchen », portant les **numéros cadastraux 321/1405, 321/1834, 321/1232, 321/1233, 120/273, 321/340, 321/341** situés actuellement en zone d'aménagement différé soumis à un plan d'aménagement particulier de moyenne densité **en zone d'habitation 1 (HAB-1) soumis à un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »** ;

Vu le dossier de modification ponctuelle du PAG élaboré par notre bureau d'études Zeyen & Baumann concernant un reclassement au lieu-dit « bei dem Hohderchen » à



Ernzen, version mai 2018 ;

Vu la décision du conseil communal en date du 23 septembre 2015 qui était à l'époque de **reclasser** les terrains sis à Ernzen, section B du cadastre, lieux-dits « Bei dem Hohderchen », portant les numéros cadastraux 321/1405, 321/1192, 321/1232, situés actuellement en zone d'aménagement différé **en zone soumise à un plan d'aménagement particulier de moyenne densité** conformément à la demande présentée par Madame Plier Eliane en date du 29 juin 2015, et au plan y afférant portant l'approbation du conseil communal de la séance en ce jour ;

Considérant la demande présentée par Madame Plier Eliane en date du 29 juin 2015 pour le reclassement der certains terrains situés à Ernzen, au lieu-dit « Bei den Hohderchen », section B du cadastre de Larochette, d'une zone d'aménagement différé en zone soumise à un plan d'aménagement particulier de moyenne densité ;

Vu la délibération du 20 août 2012 dans laquelle le conseil communal avait déjà approuvé le reclassement de certains terrains situés à Ernzen, au lieu-dit « Bei dem Hohderchen », respectivement « Laengst Seitert », section B du cadastre de Larochette, d'une zone d'aménagement différé en zone soumise à un plan d'aménagement particulier de moyenne densité;

Vu le plan d'aménagement général de la commune de Larochette approuvé par le conseil communal le 8 mai 2006 et par le Ministre de l'Intérieur le 26 juillet 2006, réf.54 C, tel qu'il a été modifié par la suite ;

Vu le courrier du Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) du 7 mai 2018 relatif à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu l'urgence de créer des terrains constructibles en général et l'exiguïté des aires d'extension disponibles dans la commune de Larochette ;

Vu la volonté du Conseil communal de donner une continuité à la décision prise lors de la séance du 20 août 2012 et du 23 septembre 2015 ;

Reconnaissant la nécessité d'un reclassement;

**à l'unanimité de membres présents décide ;**

de **reclasser** les terrains sis à Ernzen, section B du cadastre, lieux-dits « Bei dem Hohderchen », portant les **numéros cadastraux 321/1405, 321/1834, 321/1232, 321/1233, 120/273, 321/340, 321/341** situés actuellement en zone d'aménagement différée soumis à un plan d'aménagement particulier de moyenne densité **en zone d'habitation 1 (HAB-1) soumis à un plan d'aménagement particulier« nouveau quartier**», et au plan y afférant portant l'approbation du conseil communal de la séance en ce jour ;

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----



**5. Avis concernant le projet grand-ducal portant sur la création des zones de protection autour des captages d'eau souterraine Ouschterbour, am Deich, Brouchbour1,2 et 3, Aechelbour, Schwaarzegrann, Glabach, Buntten, Kengert BR1, Kengert BR2 et Kengert BR6 situées sur les territoires des communes de Larochette, Nommern, Vallée de l'Ernz Fischbach et Mersch.**

Le Conseil communal,

Vu le dossier transmis par Madame la Ministre de l'Environnement en date du 13 mars 2018 ayant trait à la création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Ouschterbour, am Deich, Brouchbour 1, 2 et 3, Aechelbour, Schwaarzegrann, Glabach, Buntten, Kengert BR1, Kengert BR2 et Kengert BR6 situées sur les territoires des communes de Larochette, Nommern, Vallée de l'Ernz Fischbach et Mersch ;

Vu la lettre afférente de Madame la Ministre de l'Environnement du 26 février 2018 ayant trait à la procédure prévue à l'article 44 (4) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Attendu qu'avant l'enquête publique une réunion d'information a eu lieu le 15 mars 2018 à Nommern, en présence de Madame la Ministre de l'Environnement ;

Attendu que le dossier de délimitation des zones de protection a été déposé à l'inspection du public durant trente jours du 22 mars 2018 au 20 avril 2018, conformément à l'article 44 (4) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ;

Attendu qu'au-delà des dispositions légales afférentes, l'enquête publique a été annoncée par voie d'affichage et sur le site Internet [www.larochette.lu](http://www.larochette.lu) de la Commune de Larochette ;

Attendu que le dossier soumis à l'examen est consultable sur le site Internet [www.larochette.lu](http://www.larochette.lu) de la Commune de Larochette,

Vu l'avis administratif sommaire du Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduaires du Nord du 9 mai 2018 ;

Vu la réclamation et objection introduite dans le délai prescrit par la loi, à savoir celle de:

- Madame Linda Gedink, Auf Kengert Gedink & Gouda s.e.n.c., L-7633 Medernach; (réclamation du 17 avril 2018, parvenue au secrétariat communal en date du 18 avril 2018) ;

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 44 ;

Vu le règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures

administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine ;

Vu le règlement grand-ducal du 7 octobre 2002 relatif à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

Vu le règlement grand-ducal du 8 juillet 2010 relatif à la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

Vu la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après en avoir délibéré

**à l'unanimité des membres présents décide ;**

d'émettre l'avis suivant:

Le conseil communal est soucieux d'œuvrer activement, en partenariat avec l'État et tous les acteurs dont les activités privées ou professionnelles ont un impact direct ou indirect sur la qualité des eaux souterraines, afin de préserver la qualité de l'eau potable captée au puits *Ouschterbour* (PCC-506-01), respectivement captée à la source *Am Deich* (SCC-506-02). L'importance accordée par la législation européenne et nationale à la préservation durable de la bonne qualité des eaux souterraines et à la délimitation de zones de protection autour de tous les points de captage existants (sources ou puits) répond à des objectifs d'intérêt général, dont entre autres, la sauvegarde de la santé publique.

Tout en prenant acte des résultats scientifiques des études du bureau Enviro Services International s.à r.l., rapports du 25 juin 2014 et du 9 avril 2015 concernant les captages d'eau « Am Deich » et « Ouschterbour » au nom et pour compte de l'Administration Communale de Larochette, rapports du 25 octobre 2016 et du 12 janvier 2017 concernant les captages « Bunten », « Kéngert BR1 », « Kéngert BR2 » et « Kéngert BR6 » au nom et pour compte de l'Administration Communale de la Vallée de l'Ernz ; ainsi que des résultats scientifiques de l'étude du bureau Schroeder et Associés, rapport du 30 mars 2015 concernant les sources « Aechelbour », « Brouchbour 1, 2 et 3 », « Schwaarzegrönn » et « Glabach » au nom et pour compte de l'Administration Communale de Nommern, le conseil communal ne peut pas juger des méthodes scientifiques appliquées pour la délimitation des zones de protection et renonce à formuler des observations spécifiques sur ce point.

Conformément à l'article 44 (5) de la loi modifiée du 30 décembre 2008 relative à l'eau, le conseil communal a pris connaissance des objections formulées par la personne précitée dans le préambule en vue de formuler son avis sur le projet de règlement grand-ducal sous analyse.



Analyse du texte du projet de règlement grand-ducal, de son exposé des motifs et du commentaire des articles :

1. Préambule

Etant donné que le projet de règlement grand-ducal avisé, aura une incidence sur le transport sur des axes étatiques principales et hautement fréquentées, le conseil communal propose de demander également l'avis de la part du ministère des transports respectivement de l'administration des ponts et chaussées.

Le conseil communal rappelle que la commune a l'obligation de mettre à disposition certaines infrastructures d'utilité publique, dont notamment des infrastructures scolaires. La Commune de Larochette est actuellement en phase de projection d'une annexe de l'école fondamentale au plateau Birkelt, sur un terrain lequel se situera ultérieurement en zone de protection éloignée (zone III). Le choix du site résulte entre autre de la situation géographique et urbanistique de la localité de Larochette et est le seul terrain approprié pour la construction projetée voir nécessité. L'administration communale de Larochette est en discussion depuis plusieurs années avec les instances compétentes en la matière dont entre autres avec le ministère de l'environnement duquel le site retenu est avisé favorablement. Le conseil communal est d'avis que la construction d'une infrastructure d'une utilité publique majeure, comme c'est le cas pour une école, devra impérativement être autorisée dans une zone III, ceci évidemment en respectant les restrictions qui en résultent pour la protection adéquate des eaux destinées à la consommation humaine. De même le conseil communal demande que l'Etat participe au financement des coûts complémentaires relatifs aux mesures qui résultent des mesures de protection, ceci étant donné qu'un site alternatif n'est pas disponible.

2. Art. 1<sup>er</sup>

Sans remarques

3. Art. 2.

Le conseil communal, suite à la lecture de l'étude précitée et suite aux explications supplémentaires obtenues par l'AGE, ne conteste pas le bien-fondé de la délimitation actuelle. Le Conseil communal ne peut cependant pas se prononcer sur la délimitation proposée.

En outre, les résultats de l'étude ne permettent pas d'éventuellement enlever certaines parcelles cadastrales, respectivement d'ajouter d'autres parcelles en échange de parcelles se trouvant actuellement dans une zone de protection. Le conseil communal est d'avis qu'il serait opportun de veiller à ce que, en cas de changement de numéros cadastraux tel cela pourrait être le cas dans le cadre de remembrements ou de morcellements de parcelles, d'actualiser et de publier régulièrement la liste des parcelles greffées de la servitude de protection d'eaux. Il souligne qu'une nouvelle négociation sur la délimitation des zones ne devra pas être possible suite aux procédures précitées.



#### 4. Art. 3.

Ad 3. et 4. Force est de constater que les chemins repris ainsi que les chemins agricoles et forestiers traversant les zones de protection se situent principalement soit en zone verte soit sous compétence étatique. Le conseil communal se rallie à la teneur de ces articles, cependant rappelle qu'un grand nombre de voiries ont été réalisées avec les techniques et suivant les normes en vigueur à l'époque. Un assainissement de ces voiries sera inévitable suite à l'évolution des techniques et connaissances acquises au fil du temps. Il serait souhaitable que le Gouvernement assiste techniquement et financièrement les acteurs afin de redresser les voiries de manière à ce que les eaux souterraines soient protégées le mieux possible.

Ad 5. De manière générale, le conseil communal salue l'interdiction de transporter des produits de nature à polluer les eaux à travers les zones de protection. Etant donné que le réseau routier dépasse les limites territoriales communales et que les signalisations et déviations devront éventuellement être installées sur des communes respectivement cantons différents, il sera inévitable que la réglementation, le marquage ainsi que le contrôle qui en résulte, soit réglé de manière uniforme au niveau gouvernemental. Le terme « produits de nature à polluer » ne semble cependant pas très précis et il est jugé inévitable de définir un listing des produits concernés avec les quantités maximales autorisables. De plus il est jugé utile d'établir un plan ad hoc décrivant les procédures et mesures à prendre dans le cas d'accident. Il est évident que, les services de secours devront être informés et équipés de manière adéquate afin de pouvoir agir de manière efficace en cas d'accident.

#### Ad. 6. Sans remarques

Ad. 7, 8, 9, 10 et 11 Le conseil communal partage l'idée des auteurs du texte développée à l'exposé des motifs et précisée au commentaire des articles du projet de règlement grand-ducal sous analyse, à savoir que l'épandage d'engrais et de produits phytopharmaceutiques constitue un risque majeur de pollution pour les eaux souterraines. Cependant le conseil communal ne peut pas juger du bien-fondé de la quantité de fertilisants azotés.

La mise en œuvre du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine et du projet de règlement grand-ducal sous analyse entraîneront, dès création de la future zone de protection, des contraintes nouvelles ayant une répercussion financière considérable pour la plupart des exploitants agricoles et / ou autres acteurs concernés comme p. ex. les campings.

Outre l'obligation de modifier considérablement le mode d'exploitation actuel pour un grand nombre de parcelles cadastrales, certaines exploitations agricoles auront à faire face à des pertes financières importantes résultant de la mise en œuvre des mesures de protection des eaux. Il est prévisible que certaines exploitations, comme p.ex. les campings, devront réaliser des investissements non productifs, c'est-à-dire des investissements dans les infrastructures existantes de l'exploitation. Le conseil communal demande au Gouvernement de bien vouloir initier les modifications législatives nécessaires en vue de prendre en charge l'intégralité des surcoûts occasionnés par les mesures constructives à finalité environnementale. Le conseil communal demande au



Gouvernement de bien vouloir analyser si les instruments législatifs, réglementaires et autres, de même que les enveloppes budgétaires prévues au Fonds pour la gestion de l'eau et dans la future loi agraire (PDR) sont suffisants pour indemniser les exploitants du secteur primaire contraints de changer considérablement leur mode d'exploitation en raison de la mise en application des mesures de protection des eaux dans les zones sous examen.

Ad. 12. & 13. Sans remarques

Ad 14. Les dispositions concernant les cuves renfermant du mazout trouvent l'aval du conseil communal.

Ad 15. & 16 Le conseil communal est bien d'accord quant à l'obligation et la nécessité de l'étanchéité des réseaux et éléments de collecte d'eaux usées/mixtes. Or, le conseil communal se pose la question si uniquement les réseaux principaux devront être vérifiés ou si les canalisations privées, sur les terrains privés et cela jusqu'à l'intérieur des immeubles devront être contrôlées? Une définition exacte des différents points serait souhaitable. De plus, une mise en pratique éventuelle pourra poser des problèmes, car nous ne disposons pas de données quant à la présence, la fonction et l'emplacement des réseaux privés (p.ex. sur les campings), ni des droits de propriété éventuels (manque d'accessibilité). Finalement, il n'est pas défini qui sera l'organe juridique supposé exercer les contrôles respectifs, ni quelles seront les conséquences en cas de non-exécution des contrôles ou des travaux de rénovation ou de renouvellement en cas d'éléments non-étanches. Etant donné que les réseaux d'eaux usées/mixtes sont projetés et gérés en grandes parties par des syndicats communaux (dans notre cas le SIDEN), le conseil communal soutient l'avis administratif sommaire du SIDEN du 9 mai 2018, élaboré par les experts en la matière.

Ad 17. Voir remarque ad. Art.4.

## 5. Art. 4.

Le conseil communal demande au Gouvernement de bien vouloir le soutenir par des moyens personnels et financiers pour l'établissement du programme des mesures prévu à l'article 4. Il est à noter que l'envergure des mesures et leur impact financier ne sont à ce stade absolument pas évaluables. Voire que, de manière générale la formulation, respectivement les détails du programme des mesures sont quasi nullement définis. Le conseil communal reconnaît la nécessité du dressage d'un programme de mesures jugées nécessaires pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine. Or, il refuse de donner quasi une carte blanche pour l'établissement d'un tel programme, duquel résulteront des mesures ayant un impact financier pour l'ensemble des acteurs concernés et dont le contenu n'est nullement connu voire, défini précisément à ce stade. L'envergure d'un tel programme de mesures n'est pas gérable actuellement. D'après le conseil communal, le texte du règlement sous avis prête à confusion. Dans l'article 4 dit que le programme devra comprendre le détail des mesures à mettre en place selon l'article 3, ainsi que selon le règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013, or l'article 3 du règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des

zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine, ne décrit qu'une définition de la zone éloignée. Compte tenu de ce qui précède, le conseil Communal demande de plus amples informations sur le programme de mesures ainsi que leur financement.

#### 6. Art. 5.

Bien que le conseil communal puisse comprendre l'attitude du Gouvernement dans ce contexte, le conseil communal est d'avis que la détection au moment de l'entrée en vigueur du présent texte de tous les établissements et ouvrages visés par cette disposition sera carrément impossible. En outre, sans vouloir juger des capacités en main d'œuvre de l'AGE, le conseil communal s'interroge sur les délais et les moyens avec lesquels cette administration entend faire face à ce défi. Le conseil communal admet qu'il importe de connaître les établissements et ouvrages existants qui pourraient avoir un effet négatif sur la qualité des eaux souterraines.

Ne serait-il pas préférable d'obliger ces catégories d'ouvrages et d'établissements de se soumettre à une autorisation à la première occasion que les propriétaires entendent apporter un changement à l'existant, quelle qu'en soit l'envergure? Ainsi, tous ces ouvrages seront autorisés au fur et à mesure des années. Au stade actuel, le conseil communal est d'avis qu'il serait suffisant de déclarer les établissements et ouvrages existants au lieu de devoir se soumettre à une procédure d'autorisation lourde et coûteuse, d'autant plus qu'il s'agit d'éléments qui ont été partiellement érigés depuis des décennies et dont personne ne dispose de données ou de plans précis.

#### 7. Art. 6.

Sans remarques

#### 8. Art. 7.

Sans remarques

#### Conclusions

Le conseil communal signale sa volonté d'œuvrer, en partenariat et en collaboration avec l'État et tous les acteurs intéressés par la bonne qualité des eaux, pour une protection des eaux souterraines servant à la consommation humaine.

Le conseil communal demande la nomination d'un acteur commun pour l'élaboration du programme des mesures prévu à l'article 4 qui concerne dans ce cas les territoires de trois différentes communes, à savoir, la commune de Larochette, la commune de Nommern et la commune de la vallée de l'Ernz. Par ailleurs l'élaboration du programme des mesures devra se faire en étroite collaboration avec les principaux acteurs concernés comme l'administration de la gestion de l'eau, l'administration de la nature et des forêts, le ministère du tourisme, les représentants du secteur agricole ainsi que les représentants du secteur HORECA. De plus, le conseil communal demande de plus amples précisions et



délais quant au contenu et la mise en œuvre du programme de mesures ainsi quant au financement des mesures y relatifs.

Le conseil communal rappelle l'obligation de mettre à disposition certaines infrastructures d'utilité publique et que suite à la situation géologique et urbanistique défavorable de la localité de Larochette, les possibilités pour la construction de telles infrastructures sont très limitées. Le conseil communal demande que la construction d'une école fondamentale avec les infrastructures y relatives soit autorisée sur le site retenu au plateau Birkelt et demande des aides financières pour les frais qui résulteront des mesures complémentaires à prendre pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine.

Le conseil communal invite les services compétents à se concerter avec les propriétaires et bailleurs œuvrant dans le secteur agricole et HORECA afin de ne pas rendre impossible par endroits une exploitation agricole ou touristique.

Le conseil communal précise que la commune de Larochette ne dispose pas de terrains agricoles libres en vue d'une compensation éventuelle des terrains hypothéqués avec les paysans.

Le conseil communal demande qu'à l'issue de la consultation publique et après réception de l'avis du Conseil d'État, le projet de règlement grand-ducal sous examen soit une nouvelle fois soumis au Conseil de Gouvernement

a) en vue d'analyser si les indemnisations et dédommagements prévus par les législations existantes sont suffisants pour réaliser un programme de mesures ambitieux tendant à l'amélioration des eaux souterraines ;

b) de revoir le texte sous analyse et le règlement grand-ducal précité du 9 juillet 2013 du point de vue de la simplification administrative afin d'éviter un accroissement des demandes d'autorisation (incertitude croissante, coûts supplémentaires).

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

**6. Approbation de la convention relative au plan d'aménagement particulier  
N°17729/54C au lieu-dit « Auf der Leidenbach » à Larochette.**

Le Conseil communal,

Vu le projet d'aménagement particulier (N°17729/54C) au lieu-dit « Auf der

**Leidenbach»** à Larochette, présenté par le bureau d'études « Coeba, Dave Lefèvre-Associés s.à r.l. », de Berledange au nom et pour le compte de son client, et maître d'ouvrage Monsieur TOUSSING Nico, désigné comme lotisseur dans la convention précitée, domicilié à Larochette et l'Administration communale de Larochette, 33, chemin J.A. Zinnen à L-7626 Larochette, représentée par son collègue échevinal, et dénommée par la suite « l'Administration communale » dans la convention précitée ;

Le projet d'aménagement particulier (N°17729/54C) concerne :

- la construction de deux maisons jumelées sur fons sis à Larochette, commune de Larochette inscrits au cadastre de la commune de Larochette, Section A de Larochette sous les numéros 446/2592 et 446/2593;

Vu la délibération du 25 mai 2016 du collège échevinal constatant la conformité du projet d'aménagement particulier avec le plan d'aménagement général de la commune de Larochette en vigueur;

Vu la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et de développement urbain, modifiée par la loi du 19 juillet 2005 ;

Vu le plan d'aménagement particulier (N°17729/54C) approuvé provisoirement par le Conseil Communal en date du 25 mai 2016, approuvé définitivement par le Conseil Communal en date du 28 septembre 2016 et approuvé par Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 25 novembre 2016 ;

Vu le projet d'exécution 7 juillet 2017, approuvé par le collège échevinal en date du 23 avril 2018 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la convention du 23 avril 2018, signée entre :

- l'Administration communale de Larochette ;

et

- le lotisseur Monsieur TOUSSING Nico, demeurant à Larochette ;

fixant les dispositions à respecter dans l'intérêt de la réalisation du PAP ci-dessus énoncé ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

**approuve la convention du 23 avril 2018, signée entre :**

- l'Administration communale de Larochette ;

et

- le lotisseur Monsieur TOUSSING Nico, demeurant à Larochette ;

fixant les dispositions à respecter dans le cadre de la réalisation d'un plan d'aménagement particulier (N°17729/54C) à Larochette, au lieu-dit « Auf der Leidenbach » sur les parcelles inscrites au cadastre de la commune de Larochette, section A de Larochette sous les numéros 446/2592 et 446/2593.

En séance date qu'en tête.

-----

## **7. Approbation du règlement interne et de permutation du personnel enseignant (version avril 2018).**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et notamment son article 38 sur l'organisation scolaire et l'occupation des postes par les instituteurs ;

Vu l'ancien « **Règlement d'organisation interne et de permutation du personnel enseignant** » voté à l'unanimité des membres présents lors de la séance du conseil communal du 11 mai 2016 ;

Considérant la nouvelle proposition pour l'établissement d'un nouveau règlement d'organisation interne et de permutation du personnel enseignant par le comité d'école, la directrice de la direction de « Région Mersch » entendue en son avis ;

Vu l'avis favorable de la Commission Scolaire du 26 avril 2018 ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

approuve le nouveau règlement d'organisation des postes par les instituteurs, dénommé : « Règlement d'organisation interne et de permutation du personnel enseignant » de l'école fondamentale de Larochette comme suit :

### **Art. 1<sup>er</sup>**

Dans le présent règlement, le terme « enseignant » comprend les institutrices et instituteurs de l'enseignement fondamental remplissant les conditions d'examen et de capacité prescrites par les lois et règlements en vigueur et nommés en la commune de Larochette.

### **Art. 2**



L'ancienneté des enseignants est définie comme suit :

- L'ancienneté est déterminée sur base du critère de l'ancienneté locale, c'est-à-dire que seules les années de service dans la commune de Larochette sont comptabilisées, à l'exclusion des années de service effectuées dans une autre commune.
- En termes d'ancienneté, aucune distinction n'est opérée entre les divers cycles de l'enseignement fondamental.
- Le congé de maternité, le congé parental ainsi que le congé sans traitement consécutif à un congé de maternité ou un congé parental ne dépassant pas deux années sont comptabilisés.
- Le congé pour travail à mi-temps et le service à mi-temps partiel sont comptabilisés comme années entières de service.
- L'ancienneté des enseignants en détachement continue de s'accumuler pendant les deux premières années.
- Pour les enseignants qui seront affectés à l'école de Larochette après y avoir effectué leur stage, les années de stage seront prises en compte pour la définition de leur ancienneté.

### **Art. 3**

L'ancienneté dans la commune pour l'option d'un poste pour une année scolaire est constatée sur la base d'une liste unique des membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental, énumérés dans l'ordre de la date de leur première nomination dans la commune de Larochette.

Lorsque plusieurs titulaires ont eu leur nomination dans la même séance du conseil communal, ils sont classés suivant l'ordre des votes successifs, les titulaires à nomination ministérielle selon le classement du Ministère de l'Éducation Nationale.

### **Art. 4**

L'administration communale s'occupe de la répartition des salles de classe. Cette répartition est faite de manière à faciliter le bon fonctionnement des cycles.

### **Art. 5**

A la fin de chaque année scolaire, les postes des différents cycles sont répartis par ordre décroissant d'ancienneté tout en tenant compte des particularités de l'organisation scolaire dans l'objectif d'assurer le bon fonctionnement de l'école.

Tout enseignant d'un cycle 2.1., 3.1., 4.1 est tenu de garder sa classe pour l'année suivante. Si un enseignant ne souhaite pas garder sa classe pour la 2<sup>e</sup> année du cycle, il doit adresser une lettre motivée au comité.

### **Art. 6**

La mutation des cycles 2, 3 ou 4 vers le cycle 1 et vice-versa ne pourra se faire (l'ancienneté étant indifférente à cet égard), s'il en résulte qu'un autre enseignant, qui en raison de sa formation se trouve dans l'impossibilité de changer de cycle, perd son poste à l'école fondamentale de Larochette.

Si une mutation est possible, l'enseignant avec le moins d'ancienneté devra changer de cycle.

**Art. 7**

Si un poste d'enseignant est supprimé, l'enseignant ayant le moins d'ancienneté devra quitter son poste auprès de la commune de Larochette, sauf si un autre enseignant quitte le sien à sa place.

**Art. 8**

Dans le cas où deux ou plusieurs enseignants à mi-tâche se retrouvent au sein d'un même cycle, les enseignants concernés sont tenus à trouver un accord afin d'occuper un minimum de classes.

**Art. 9**

Les équipes pédagogiques font leurs propositions des « emplois du temps » au comité d'école qui finalement prend la décision définitive à cet égard.

**Art. 10**

Le présent règlement entrera en vigueur dès son approbation et remplacera le règlement d'organisation interne et de permutation du personnel enseignant voté par le conseil communal en lors de la séance du 11 mai 2016 qui sera abrogé.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

**8. Approbation du règlement portant sur la procédure de répartition des enfants dans les différentes classes scolaires (version avril 2018).**

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et notamment son article 38 sur l'organisation scolaire et l'occupation des postes par les instituteurs ;

Vu l'ancien « **Règlement portant sur la procédure de répartition des enfants dans les différentes classes scolaires** » voté à l'unanimité des membres présents lors de la séance du conseil communal du 11 mai 2016 ;

Considérant la nouvelle proposition pour l'établissement d'un nouveau **Règlement portant sur la procédure de répartition des enfants dans les différentes classes scolaires** par le comité d'école, la directrice de la direction de « Région Mersch » entendue en son avis ;

Vu l'avis favorable de la Commission Scolaire du 26 avril 2018 ;



Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

approuve le nouveau règlement dénommé : « **Règlement portant sur la procédure de répartition des enfants dans les différentes classes scolaires** » de l'école fondamentale de Larochette comme suit :

**Article 1<sup>er</sup> :**

La procédure décrite aux articles qui suivent pour répartir les enfants dans les différentes classes scolaires vaut pour tous les cycles de l'école fondamentale de la commune de Larochette, chaque fois qu'il y a lieu d'y procéder et notamment :

- lors du passage du groupe éducation précoce à l'enseignement fondamental cycle 1.1 (préscolaire)
- lors du passage du cycle 1.2 au cycle 2.1
- lors du partage d'une classe en deux, de deux classes en trois, de trois classes en quatre ou de quatre classes en cinq, si le nombre d'élèves l'exige
- lors du partage de deux classes en une, de trois classes en deux, de quatre classes en trois ou de cinq classes en quatre, si le nombre d'élèves l'exige
- lorsque le comité d'école le juge nécessaire

La répartition des enfants dans les différentes classes pour l'année scolaire à venir doit être effectuée avant le 7 juillet.

**Article 2 :**

La répartition des élèves est faite par l'équipe pédagogique selon des critères qui favorisent le bon fonctionnement de chaque classe. Les critères suivants seront pris en compte :

- effectifs égaux
- garçons / filles
- allongement de cycle
- besoins éducatifs spécifiques
- classes hétérogènes

**Article 3 :**

Les parents des élèves qui fréquenteront les classes des cycles 2, 3 et 4 seront informés 2 jours ouvrables avant la fin de l'année scolaire de la classe que leur enfant fréquentera lors de la rentrée des classes.

Les parents des élèves qui fréquenteront les classes du cycle 1.1 seront informés 12 jours ouvrables avant la fin de l'année scolaire, de la classe que leur enfant fréquentera lors de la rentrée des classes. Ceci permettra aux parents et à leurs enfants de visiter leur nouvelle classe et leur enseignant.

En principe et sans préjudice des dispositions qui précèdent, les enseignants choisissent leur classe en fonction de la liste qui définit l'ancienneté. En aucun cas, un enseignant ne pourra choisir une classe du cycle 4, fréquentée par son propre enfant.

**Article 4 :**

Le présent règlement entrera en vigueur dès son approbation et remplacera le règlement communal portant sur la procédure de répartition des enfants dans les différentes classes



Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

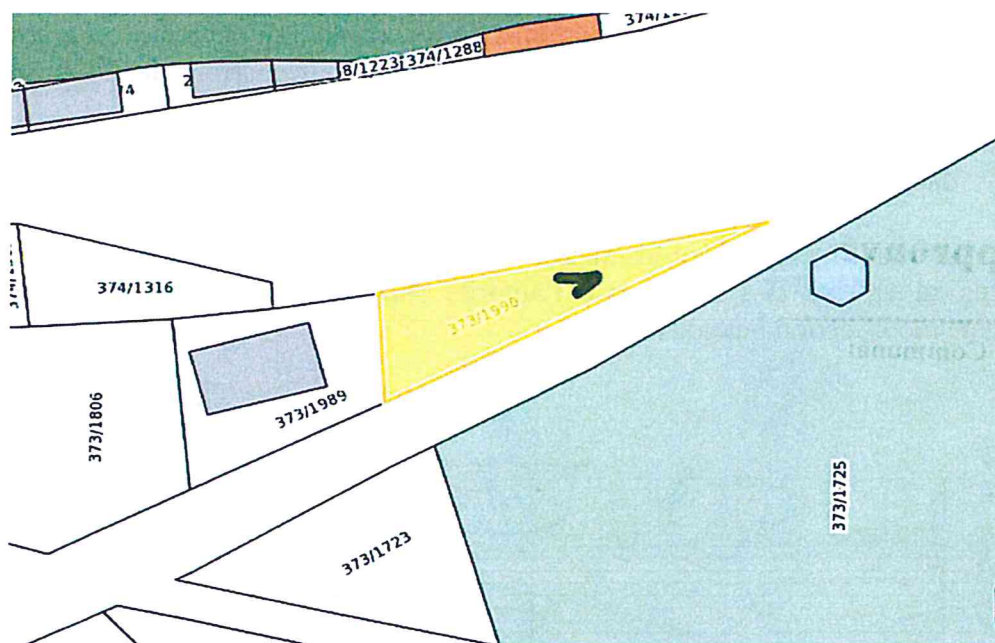
## 10. Approbation d'un acte vente.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 28 juin 2017 approuvant le compromis de vente du 15 juin 2017, concernant la vente à la Commune d'un terrain à Larochette, section A du cadastre, No 373/1990, d'une superficie approximative de 5.34 ares **au prix de 940.27€/are (à voir sur le plan partie « v » » ;**

Vu la partie venderesse, Madame De Matos Monika, fonctionnaire de l'Etat, née à Ettelbruck, le 10 avril 1979, célibataire, demeurant à 39A, rue du Moulin L-7621 Larochette ;

Vu la partie acquéreuse, la Commune de Larochette représentée par son collège échevinal ;



Vu l'acte y relatif dressé par Me Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, le 19 mars 2018 ;

Considérant que l'acquisition se fait dans un but d'utilité publique, à savoir, l'aménagement de l'actuel jardin en aire de repos et en place publique ;

**à l'unanimité des membres présents;**

**approuve l'acte dressé par-devant Maître Marc Lecuit, notaire à Mersch, en date du 19 mars 2018, entre la partie venderesse, Madame De Matos Monika, fonctionnaire**



de l'Etat, née à Ettelbruck, le 10 avril 1979, célibataire, demeurant à 39A, rue du Moulin L-7621 Larochette et la Commune de Larochette pour l'acquisition d'une parcelle numéro 373/1990 sise au lieu-dit « Obersten Deich » jardin contenant 5 ares et 34 centiares, à Larochette, section A du cadastre au prix de **5.021,04€** dans un but d'utilité publique.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

# **11. Fixation du taux de l'impôt foncier 2019.**

Le conseil communal,

Vu la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes et notamment ses articles 32 fixant de nouvelles dispositions concernant la définition des catégories d'immeubles et 33 concernant la fixation des taux de l'impôt foncier y relatifs ;

Vu l'article 105 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

décide de fixer les taux de l'impôt foncier pour 2019 comme suit :

|               |    |   |       |
|---------------|----|---|-------|
| impôt foncier | A  | Propriétés agricoles  | 295 % |
| impôt foncier | B1 | Constructions industrielles et commerciales                                 | 400 % |
| impôt foncier | B2 | Constructions à usage mixte   | 295 % |
|               | B5 | Immeubles non bâtis autres que les terrains à bâtir à des fins d'habitation | 295 % |
|               | B6 | Terrains à bâtir à des fins d'habitation                                    | 295 % |
| impôt foncier | B3 | Constructions à autres usages   | 145 % |
|               | B4 | Maisons unifamiliales, maisons de rapport.                                  | 145 % |

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

# **12. Fixation du taux de l'impôt commercial 2019.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de fixer le taux de l'impôt commercial pour 2019 ;

Vu la circulaire de Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 23 mai 2002 ;

**à l'unanimité des membres présents ;**

décide de fixer le taux de l'impôt commercial pour l'exercice 2019 à 285 %.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

**13. Signature de divers titres de recettes.**

Les titres de recette 2017 et 2018 sont approuvés **à l'unanimité des membres présents.**

**14. Proposition d'une résolution: le collège des bourgmestre et échevins propose de reformuler un courrier au Ministère du développement durable et des infrastructures, département des transports, quant au trafic excessif dans la rue de Mersch.**

Le Conseil Communal,

**à l'unanimité des membres présents ;**

est d'accord avec le la proposition du collège des bourgmestres et échevins de reformuler un courrier au Ministère du développement durable quant au trafic excessif dans la rue de Mersch.

Ainsi décidé en séance date qu'en tête.

-----

**15. Demandes de subsides.**

Le conseil Communal,

Vu les demandes suivantes pour l'obtention d'un subside ;

Considérant qu'il y a lieu d'y donner une suite favorable ;

Considérant que des crédits afférents figurent aux articles budgétaires 2018 y relatifs,

énumérés ci-après ;



à l'unanimité des membres présents ;

accorde les subsides suivants

|                                   |       |                         |
|-----------------------------------|-------|-------------------------|
| FEB- Fir öffentlech Bibliothéiken | 50 €  | art. 3/810/648110/99001 |
| Mierscher Beienverain             | 100 € | art. 3/810/648110/99001 |

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

-----

#### 16. Questions au collège des bourgmestre et échevins.

- M. Dalla Vedova Florio a posé la question suivante :

**Quand est-ce que le chantier « assainissement du plateau Birkelt » sera clôturé?**

Lors de la séance du conseil communal, le collège échevinal n'avait pas directement la réponse à la question posée par de M. Dalla Vedova.

- **Réponse:** Le chantier a repris du retard suite à une décision de Ministère de l'Environnement qui a tardé à être prise. Initialement le tuyau de la conduite d'eau devait être fixé au rocher et devait être laqué. Or, le Ministère de l'Environnement n'était pas d'accord avec la proposition du maître d'ouvrage de laquer le tuyau de la conduite d'eau. Le maître d'ouvrage a ensuite soumis une nouvelle proposition au Ministère de l'Environnement, celle de fixer le tuyau de canalisation d'eau au rocher, mais cette fois de le recouvrir avec une sorte de filet brise-vue qui avec le temps serait recouvert de lierres grimpants. Cette décision a été validée par le Ministère de l'Environnement et les tuyaux de canalisation d'eau ainsi que les filets ont été commandés. Les travaux reprendront dès la livraison du matériel.

- M. Ewen Paul a posé la question suivante :

**Qu'en est-il du rangement des poubelles derrière l'église de Larochette?**

**Réponse:** Lors de la séance du conseil communal, le collège échevinal était étonné par cette question, car le collège des bourgmestre et échevins était d'avis que la parcelle abritant les abris de poubelle derrière l'église serait propre et rangée. Madame la bourgmestre s'est rendue personnellement sur les lieux et a discuté avec les locataires des abris de poubelles. Les lieux sont depuis conformes aux attentes du collège échevinal.

- M. Ewen Paul a posé la question suivante :

**Qu'en est-il de l'état vétuste de la parcelle appartenant à la dernière maison dans la rue du Moulin en direction de Heffingen ?**

**Réponse:** Madame la bourgmestre a répondu à Monsieur Ewen que l'Administration communale de Larochette a envoyé un courrier au propriétaire en lui notifiant le fait que sa parcelle ne répondait pas, du point de vue sanitaire, aux critères de salubrité, propreté, d'hygiène et de sécurité. Le propriétaire a été invité de procéder jusqu'au 31 mai 2018 au plus tard au nettoyage de la parcelle. La parcelle est actuellement conforme aux attentes du collègue échevinal.

- M. Dalla Vedova Florio a posé la question suivante :

**Qui est actuellement chargé de direction de la Maison Relais vun de Fielser Biddestëpp?**

**Réponse:** Madame Silva a expliqué à Monsieur Dalla Vedova Florio et au conseil communal que, suite à la démission du chargé de direction M. Roef Tom, c'est Madame Degrott Anja, coordinatrice des structures d'éducation et d'accueil de la MR de Remerschen, qui a repris en intérim une partie des travaux de direction de la MR à Larochette. Madame Lefèvre Estelle, actuellement chargée de direction de la Bëschcrèche à Larochette, elle aussi a repris la partie restante du travail en attendant qu'une nouvelle personne soit engagée au poste de chargé de direction de la MR vun der Fielser Biddestëpp.

Ainsi décidé en séance, date qu'en tête.

Le conseil communal

The image shows several handwritten signatures in blue ink, likely representing the members of the municipal council. The signatures are stylized and overlapping, with some appearing to be initials or first names. They are located below the text 'Le conseil communal'.